



Des passant-e-s devant une fresque sur la paix à Hérat, en Afghanistan, en août 2020. Sur le mur, on peut lire « Mouvement du peuple pour la paix », un groupe qui a participé à l'organisation de plusieurs marches pour la paix à travers le pays. Photo : Elaha Sahel

PARCE QU'ELLE COMPTE

Garantir la participation significative des femmes à la consolidation de la paix en Afghanistan

Alors que les pourparlers de paix intra-afghans ont commencé, la paix durable est encore loin d'être une réalité en Afghanistan. Les efforts de paix en cours ne comptent pas sur une participation significative des femmes, qui sont incluses dans seulement une réunion sur cinq. Des éléments probants indiquent que lorsque les femmes jouent un rôle significatif dans les négociations de paix, la paix est plus durable. Les acteurs afghans et internationaux doivent souligner l'importance d'inclure les femmes dans toutes les étapes de discussion, soient-elles formelles ou informelles, nationales ou locales. Ce document de recherche reprend les sept modalités du projet de recherche « Broadening Participation » (élargir la participation) afin d'identifier des moyens pratiques d'inclure les femmes afghanes de manière significative et d'ouvrir la voie à une consolidation de la paix inclusive.



RÉSUMÉ

Depuis la chute du Gouvernement taliban, les femmes afghanes ont réalisé d'importants progrès à l'heure de réclamer leurs droits et de faire entendre leur voix. En dépit de la rhétorique politique sur l'inclusivité et sur les contributions des femmes en matière de consolidation de la paix au niveau local, les femmes demeurent exclues de toute participation significative¹ au processus de paix du pays, comme lors des 11 sessions de pourparlers ayant eu lieu entre les États-Unis et les Talibans entre 2018 et 2020. Lorsqu'elles sont incluses, elles le sont souvent dans le cadre de délégations informelles de la société civile uniquement. Bien souvent, ce sont les mêmes femmes, peu nombreuses, qui participent.

Les auteur-e-s du présent document ont examiné un total de 67 réunions préliminaires, négociations formelles et informelles et consultations recevant un appui international entre 2005 et 2020, et ont découvert que des femmes étaient présentes à seulement 15 occasions (soit 22 % du temps). En retardant les pourparlers de paix intra-afghans et en renvoyant les femmes chez elles, la pandémie de COVID-19 pose des défis supplémentaires.

Augmenter simplement le nombre de femmes participant aux processus de paix ne sera pas nécessairement suffisant pour accroître leur influence. Les femmes doivent devenir une partie intégrante et indispensable de chaque phase de négociation, en travaillant aux côtés d'autres délégués.

Ce rapport offre une analyse de la participation des femmes aux processus de paix en Afghanistan par le passé et fournit des propositions pratiques afin d'accroître leur participation significative à l'avenir. Il repose sur sept modalités de consolidation de la paix inclusive identifiées par Thania Paffenholz et InclusivePeace dans le cadre du projet de recherche « Broadening Participation » :

1. représentation directe à la table des négociations ;
2. statut d'observatrice ;
3. consultations ;
4. commissions inclusives ;
5. ateliers de résolution de problèmes (de haut niveau) ;
6. prise de décisions publiques ;
7. action collective.

Nombre d'opportunités visant à augmenter la participation des femmes à la consolidation de la paix en Afghanistan sont insuffisamment exploitées. Les formations et les plateformes de discussion renforcent les capacités des femmes et facilitent le dialogue, mais le manque de voies de communication solides avec les décisionnaires limitent leur efficacité. Les rôles que jouent déjà les femmes et les organisations de femmes dans la gestion des conflits locaux et domestiques (y compris dans des zones contrôlées par les Talibans) sont souvent ignorés par les structures de soutien internationales, qui aident principalement les organisations de femmes au niveau national.

Les femmes ne constituent pas un groupe homogène avec une opinion unique. Leurs besoins varient, tout comme leurs priorités et leurs opinions politiques. Les femmes doivent être représentées et incluses aux processus de décision dans toute leur

diversité. Quelques personnes connues ne suffisent pas.

De plus, la participation des femmes aux consultations est souvent limitée aux sujets ayant trait aux droits des femmes, aux questions de genre ou aux ateliers spécialement conçus pour les femmes. Les femmes doivent être incluses dans toutes les audiences et discussions afin d'accroître leur influence sur les points de friction des négociations. Nous devons absolument aller au-delà du plaidoyer en faveur de l'intégration des femmes dans des groupes et entités séparé-e-s pour construire des plateformes communes dans lesquelles une diversité de femmes et d'hommes de toutes les franges de la société peuvent travailler ensemble.

Pour que les femmes participent efficacement aux négociations de paix, elles doivent être incluses dès le départ et dans toutes les phases. L'inclusion d'une femme leader dans les pourparlers de paix de 2016 avec Hezb-e-Islami a établi un important précédent ainsi qu'un standard que la société civile, le Parlement afghan et les bailleurs internationaux doivent imposer au Gouvernement afghan.

Si l'Afghanistan souhaite définitivement mettre un terme à la guerre qui sévit depuis quatre décennies, le processus doit impérativement inclure les femmes. Les recherches et l'expérience issues d'autres processus de paix dans le monde indiquent que lorsque les femmes sont incluses, la paix est plus susceptible de durer. Toutefois, les processus de paix ressentiront l'impact positif de l'inclusion des femmes uniquement lorsque ces dernières auront une réelle influence.

RECOMMANDATIONS POUR LE GOUVERNEMENT AFGHAN

- **Insister sur l'utilisation de quotas visant à inclure une diversité de femmes à toutes les étapes et tous les niveaux des pourparlers de paix intra-afghans et à la mise en œuvre des accords de paix**, et en particulier sur la participation directe et significative des femmes à la table des négociations et dans la reconstruction post-conflit en Afghanistan. Le Gouvernement afghan ne doit pas se contenter d'une représentation simplement symbolique ou limiter la voix des femmes à quelques personnes connues. Il doit veiller à ce que les femmes soient complètement incluses, dès le départ, quant aux décisions qui façonneront le futur du pays, et pas seulement lorsque les thématiques abordées sont liées au genre ou aux droits des femmes.
- **Organiser des forums consultatifs réguliers avec des groupes divers de la société civile, en particulier avec des groupes de femmes**, avant, pendant et après le processus de paix afin de leur donner la possibilité d'apporter des contributions supplémentaires. Le gouvernement doit également faire en sorte que ces contributions soient prises en compte par les décideurs au plus haut niveau.
- **Assurer la diversité des femmes au sein du personnel et de la direction du ministère d'État aux Affaires de la paix**, qui devra jouer un rôle actif dans le soutien à la participation significative des femmes et à leur influence et leadership dans les Conseils de paix aux niveaux national, provincial et local. Le ministère doit continuer à faciliter les liens entre le niveau du district et le niveau national.
- Envisager les opportunités visant à **garantir et renforcer l'inclusion significative des femmes par le biais des sept modalités** analysées dans le rapport complet (en anglais), telles que le recours à des ateliers de résolution des problèmes et à des commissions formelles.

RECOMMANDATIONS POUR LES PARTIES PRENANTES INTERNATIONALES, Y COMPRIS LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES BAILLEURS DE FONDS

- Soutenir davantage les initiatives locales de consolidation de la paix ainsi que les mouvements locaux et organisations de la société civile dirigé-e-s par des femmes afghanes, y compris par le biais **d'un financement de long terme et flexible, de l'aide à la construction d'alliances** au sein des réseaux de femmes et de la **création de plateformes** permettant aux femmes afghanes de créer des contacts et de conduire des travaux de plaidoyer conjoints. Les parties prenantes internationales doivent **soutenir les efforts de lobbying et de campagne des femmes afghanes et des réseaux de femmes par le biais du renforcement des capacités et de leurs messages de plaidoyer.**
- **Créer des voies permettant d'impliquer** les femmes afghanes dans les processus de paix formels et informels, renforcer les canaux de communication entre les processus locaux et nationaux et établir des liens entre les mouvements informels et les forums plus formels de participation civique professionnalisés. Les parties prenantes internationales doivent soutenir le **renforcement des Conseils de paix et le leadership des femmes** dans ces conseils.
- Contribuer à créer des environnements propices à la participation civique et soutenir l'action collective des mouvements afghans, en particulier les mouvements dirigés par des femmes et inclusifs, **en créant et en protégeant des espaces dédiés à la participation civique et à la voix des citoyen-ne-s, en fournissant un soutien et une protection diplomatiques** face aux menaces et aux attaques, **en prenant la parole** lorsque les mouvements marginalisés sont réduits au silence et **en finançant la gestion des risques**. Les parties prenantes internationales doivent tirer parti de leur influence pour **appeler au soutien politique des actions civiques collectives** (par le plaidoyer en faveur de lois et politiques par exemple) et pour **promouvoir des messages positifs concernant les espaces civiques.**

NOTES

1 On entend par « participation significative », un concept alliant quatre éléments à des degrés différents mais importants :

1. Pouvoir exercer une influence sur le processus et les résultats ;
2. Être présentes afin de pouvoir saisir les opportunités d'informer, d'influencer et de prendre des décisions ;
3. Déployer les capacités d'action en déterminant un agenda et en formant des coalitions ; et
4. Faire preuve de l'efficacité, des connaissances et de la confiance personnelles nécessaires pour représenter les intérêts des femmes comme il se doit.

Cette conceptualisation est empruntée au rapport de la réunion du groupe d'experts sur la participation significative des femmes aux négociations de paix et à la mise en place des accords de paix. La réunion avait été organisée par ONU Femmes dans le cadre de la préparation du rapport de 2018 sur les femmes et la paix et la sécurité du Secrétaire général des Nations Unies (16-17 mai 2018). Consulté le 2 septembre sur <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/egm-womens-meaningful-participation-in-negotiating-peace-en.pdf?la=en&vs=3047>

© Oxfam International, Cordaid et Association for Inclusive Peace septembre 2020

Ce rapport de recherche a été rédigé par Jorrit Kamminga, Lotje Boswinkel et Tamara Göth. Les auteur-e-s souhaitent remercier Anna Tonelli, pour son travail de recherche dans la seconde section, ainsi que Thania Paffenholz, Dana Landau et Eckhard Volkmann pour leurs commentaires détaillés sur les modalités. De plus, les auteur-e-s remercient Ruby Ajanee, Fazal Amiri, Agne Baltaduonyte, Ciarán Breen, Anna Chernova, Marc Cohen, Manizha Ehsan, Lily Gardener, Javlon Hamdamov, Amina Hersi, Floortje Klijn, Suying Lai, Annabel Morrissey, James Morrissey, Roxanne Murrell, Sarah Pelham, Alex Shoebridge, Fionna Smyth, Mayssam Zaaroura et Akram Zaki pour leur assistance dans sa réalisation. Ce travail de recherche fait partie du partenariat stratégique « Towards a Worldwide Influencing Network » entre Oxfam NOVIB et SOMO et le ministère néerlandais des Affaires étrangères. Il est également lié au projet « Safhe Jaded », coordonné par l'AWEC, Cordaid et Oxfam NOVIB, et financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères.

Pour plus d'informations concernant ce rapport, adressez un courriel à suying.lai@oxfamnovib.nl

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le DOI: 10.21201/2020.6430 en septembre 2020.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit et relu de l'anglais par Barbara Scottu et Morgane Menichini

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

CORDAID

Cordaid œuvre à mettre fin à la pauvreté et à l'exclusion dans les régions du monde les plus fragiles et affectées par un conflit, ainsi qu'aux Pays-Bas. Cordaid collabore avec les communautés afin de reconstruire la confiance et la résilience et afin d'augmenter l'autonomie des personnes.

ASSOCIATION FOR INCLUSIVE PEACE

InclusivePeace soutient les acteurs locaux et leurs sympathisant-e-s en période de transition politique, en ouvrant des espaces propices aux échanges sur la paix durable et les sociétés inclusives aux niveaux local et mondial à la fois. Nous fournissons des conseils, intervenons dans la facilitation et l'organisation afin de relier la résolution de problèmes de court terme à une vision stratégie plus holistique ouvrant la voie à des sociétés plus inclusives.